



Approche stratégique de
la gestion internationale
des produits chimiques

Distr. Générale
24 août 2016

Français
Original : anglais

Conférence internationale sur la gestion des produits chimiques

Quatrième session

Genève, 28 septembre – 2 octobre 2015

Point 4 a) de l'ordre du jour provisoire*

**Progrès et difficultés dans la réalisation de l'objectif
d'une gestion rationnelle des produits chimiques fixé
pour 2020 : avancées, points forts et problèmes
régionaux et sectoriels dans le cadre des activités
menées pour atteindre les objectifs de la Stratégie
politique globale de l'Approche stratégique**

**Rapport de synthèse sur les progrès de la mise en œuvre
de l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits
chimiques au cours de la période 2011-2013**

Note du secrétariat

Rectificatif

Annexe, appendice I

L'appendice doit se lire comme suit :

Appendice I

**Liste des parties prenantes ayant soumis des informations
pour l'établissement des rapports**

1. Les gouvernements des 68 pays suivants ont intégralement rempli le questionnaire en ligne : Albanie, Allemagne, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bahreïn, Bélarus, Belgique, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Burundi, Cambodge, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Danemark, Équateur, Espagne, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Gabon, Guatemala, Guyana, Hongrie, Îles Marshall, Îles Salomon, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Japon, l'ex-République yougoslave de Macédoine, Lesotho, Lituanie, Madagascar, Maldives, Maroc, Maurice, Mexique, Monaco, Myanmar, Népal, Norvège, Pérou, Philippines, République de Corée, République de Moldova, République démocratique du Congo, République populaire démocratique de Corée, Roumanie, Sainte-Lucie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Swaziland, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Ukraine, Uruguay, Yémen. En outre, 15 réponses complètes ont été fournies par la Commission européenne au nom des États membres suivants de l'Union européenne qui n'avaient pas répondu individuellement : Chypre, Croatie, Estonie, Grèce, Irlande, Italie, Lettonie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Tchéquie.

* SAICM/ICCM.4/1.

2. Les cinq organisations intergouvernementales suivantes ont intégralement rempli le questionnaire en ligne : Organisation de coopération et de développement économiques, Programme des Nations Unies pour le développement, Programme des Nations Unies pour l'environnement, Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche et Organisation mondiale de la Santé.

3. Les 12 organisations non gouvernementales représentant la société civile ont intégralement rempli le questionnaire en ligne : Ekomjedisi Durrës de l'Albanie; Action Group for the Promotion and Protection of Flora and Fauna (Groupe d'Action pour la Promotion et la Protection de la Flore et la Faune) du Bénin; Centre for Development Research and Education (Centre de recherche et d'éducation pour le développement) du Cameroun; Caucasus Environmental NGO Network de la Géorgie; Pesticide Action Network Asia and the Pacific de la Malaisie; Society for Legal and Environmental Analysis and Development Research du Népal; Sustainable Research and Action for Environmental Development du Nigéria; Environmental Ambassadors for Sustainable Development de la Serbie; Centre for Environmental Justice du Sri Lanka; International POPs Elimination Network de la Suède; International Trade Union Confederation du Togo; et the Latin American Action Network on Pesticides and their Alternatives (Red de Accion en Plaguicidas y sus Alternativas de America Latina) de l'Uruguay.
